



Semaine du 19 au 25 mai 2008 n° **216**

Sommaire

- **Salaires : nouvelle grève chez Capgemini**
- **Franchises médicales : toujours décriées par les Français**
- **Hôpital menacé à Carhaix : une soixantaine de mairies restent fermées**
- **France TV : appel à un arrêt de travail le 21 mai**
- **Sanofi-Aventis : suppression de 400 à 600 postes de visiteurs médicaux**
- **Groupe Caisse d'Épargne : 3 500 postes supprimés d'ici 2012**
- **Urgences hospitalières : préparation insuffisante du risque de canicule**
- **Étudiants en travail social : par milliers à Paris pour défendre leurs stages**
- **Fusion GDF-Suez : la CGT veut « une négociation sur les garanties sociales »**
- **Sondage : 78 % des Français pensent que mai 68 a apporté le progrès social**
- **Représentativité : le gouvernement reprend la position commune CGT-CFDT-patronat**
- **Rencontres d'Options : « construire un mode de management alternatif »**
- **CGT Rhône-Alpes : Assises sur « Recherche, Innovation, Territoires : pour des politiques industrielles ambitieuses »**

Édito

La meilleure des défenses, c'est l'attaque...

Il fallait bien que l'heure soit grave pour que le président de la République intervienne solennellement jeudi soir à l'heure de l'apéritif, alors que les banderoles des 450 000 manifestants venaient juste d'être repliées. Y avait-il le péril imminent ? Les manifs avaient-elles tournées à l'émeute ? Pas le moins du monde, mais l'homme pressé qui nous gouverne ne pouvait pas laisser une seconde l'avantage aux fonctionnaires, aux profs, aux lycéens. Ses habiles faiseurs de discours, conseillers et porte-serviettes ont dû phosphorer toute la journée pour figoler la posture idéale à adopter. Et ils l'ont trouvée : détourner l'attention des vraies questions en prenant les usagers du service public en otages et à témoin, insulter les grévistes en refusant de les entendre. Et en matière d'otages à l'école, on se souvient que l'ancien maire de Neuilly sait donner de sa personne. Il y a dans cette manière de faire, une certaine habileté, une certaine efficacité aussi. Le président a réussi à occuper le terrain avec son annonce de « *Service Minimum d'Accueil* » inscrit comme un droit par une loi prochaine, éclipsant la colère exprimée par les grévistes et leurs cortèges unitaires. Mais hélas, le coup médiatique révèle que le président est en difficulté avec sa majorité. Voilà en effet un couac de plus dans les rangs de l'UMP dont les édiles ne cachent pas leur embarras s'ils devaient appliquer le SMA. D'ailleurs, tel qu'il est, tel qu'il a été appliqué en janvier dernier, pour la première fois, cet accueil organisé par les mairies a fait « *pshitt* ». Jeudi, en tout, 2 837 communes ont prévu ce 15 mai un service minimum d'accueil dans les écoles... mais pas celle du ministre du Travail,



Xavier Bertrand, pourtant donné favori pour succéder à François Fillon ! Saint-Quentin (Aisne), dont Xavier Bertrand, ministre du Travail, est l'adjoint au maire depuis 1995, s'est bien gardée d'appliquer les recommandations gouvernementales. Dans les rangs des mairies UMP, on ne s'est pas gênés pour noter que le garde-champêtre avait bien d'autres chats à fouetter que d'amuser les bambins avec son tambour... On ne s'est pas fait prier pour demander qui allait

assumer la responsabilité en cas d'accident... bref, on maugrée, on finasse avec des détails... auxquels les conseillers présidentiels n'avaient prêté volontairement aucun intérêt. Mais peu importe, l'essentiel est d'avoir occupé le terrain. Pour inquiétante que soit la volonté présidentielle de brider l'expression sociale par une limitation du droit de grève et la fabrication de contre-feux aux arrêts de travail, il y a des chances que le pétard soit mouillé. L'obligation faite de se déclarer gréviste 48 heures, a bien été retoquée parce qu'attentatoire au droit de grève. Elle n'est réitérée que pour insulter les instits. Car tous les parents savent bien que la plupart du temps les enseignants prennent leurs responsabilités et avertissent les familles avec un mot dans le carnet. Prétendre qu'ils ne le font pas, c'est insulter leur esprit de responsabilité. Prétendre au surplus qu'ils ne savent pas enseigner, que leurs méthodes « *post soixanthuitardes* » sont vouées à l'échec et qu'en leur sein des dizaines de milliers parentent et pantouflent à ne rien faire dans des planques mystérieuses, c'est véritablement leur faire injure. Tout est injure dans le discours de jeudi soir. Face à cette mobilisation d'ampleur exceptionnelle qui fait converger toutes les fonctions publiques et toutes les catégories de fonctionnaires avec les lycéens, étudiants et parents d'élèves, la posture présidentielle adoptée en réponse à cette journée est déplacée et choquante. Le président de la République n'apporte aucune réponse aux légitimes exigences portées ce 15 mai, mais annonce son ambition de faire promulguer une loi avant l'été visant à limiter l'exercice du droit de grève à l'Éducation nationale. Cette journée aura des suites que les organisations de fonctionnaires vont maintenant envisager car l'intransigeance gouvernementale impose d'inscrire la mobilisation dans la durée. Mais d'ores-et-déjà, les personnels de la Fonction publique ont un autre rendez-vous qui s'annonce tout aussi mobilisateur jeudi 22 mai pour défendre le système de retraite solidaire avec l'ensemble des salariés.

Salaires

Nouvelle grève chez Capgemini

Quelque 2 000 des 21 000 salariés de Capgemini ont fait grève une nouvelle fois jeudi pour réclamer une augmentation générale des salaires à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO. Les négociations salariales achoppent sur la demande de l'intersyndicale, d'une augmentation générale, à laquelle la direction oppose certaines propositions dont la revalorisation des tickets restaurant, des indemnités kilométriques, des forfaits de déplacement. La direction a élargi à 4 % des collaborateurs dont les salai-



res sont les moins élevés le bénéfice d'« une augmentation forfaitaire minimale de 500 euros brut annuels ». De plus, les salariés touchant moins de 42 800 euros annuels et qui n'auraient pas été augmentés pendant deux ans vont l'être de 1,5 %. Les syndicats ne s'en satisfont pas et réclament le retour des augmentations générales ou encore le rétablissement d'« un partage beaucoup plus équitable entre les actionnaires et ceux qui produisent les richesses, (c'est-à-dire) les salariés de l'entreprise ».

Franchises médicales

Toujours décriées par les Français

Le collectif national contre les franchises, qui regroupe plus de 70 organisations (partis, syndicats, associations), a organisé vendredi 16 mai une mobilisation nationale avec l'appui de la CGT, pour s'adresser aux assurés sociaux aux abords des Caisses d'assurance maladie. Il veut continuer d'attirer l'attention sur la mise en place décriée, depuis le 1^{er} janvier, de franchises de 50 centimes par boîte de médicament et par acte paramédical, et de deux euros par transport sanitaire, dans la limite de 50 euros par an. Cette nouvelle mobilisation, après celle du 12 avril, intervient alors que l'Assurance maladie fait des premiers bilans sur cette mesure, dont le gouvernement prévoit qu'elle rapportera 850 millions d'euros par an, destinés au financement du plan Alzheimer, de la lutte contre le cancer et des soins palliatifs. Dans un sondage OpinionWay publié début mai par *Le Figaro*, 72 % des personnes interrogées se sont prononcées contre la mesure. Au-delà de leur principe, les franchises sont également contestées sur leur utilisation. L'AD-PA, qui regroupe 1 800 directeurs de maisons de retraite, a affirmé jeudi « que les franchises médicales ne financent pas pour l'instant le Plan Alzheimer », craignant qu'elles « n'aient pour seul intérêt de combler le trou de la Sécurité sociale ».



Hôpital menacé à Carhaix

Une soixantaine de mairies restent fermées

Une soixantaine de mairies du centre de la Bretagne sont restées fermées jeudi 15 mai, afin de protester contre l'éventuelle fermeture des services de maternité et de chirurgie de l'hôpital de Carhaix (Finistère). Plusieurs mairies avaient renvoyé leur standart téléphonique vers les préfectures dont elles dépendent (Finistère, Côtes d'Armor, Morbihan), tandis que d'autres ont laissé sur leur répondeur



actifs de l'hôpital, y compris chirurgie et maternité. un message de solidarité avec l'hôpital. Par ailleurs, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans la matinée devant l'hôpital de Carhaix avant la tenue du conseil d'administration qui a été retardé d'une heure. Par 17 voix et une abstention, le conseil d'administration a voté pour le maintien des services

France TV

Appel à un arrêt de travail le 21 mai

L'intersyndicale de France Télévisions (SNRT-CGT, CFDT, CFTC, FO, SNJ, SUD, CSA, SISTR, SRCTA, SNJ-CGT) a appelé le personnel du groupe à cesser le travail pendant une heure le 21 mai, de 14 h 30 à 15 h 29, le jour où la commission Copé « pour une nouvelle télévision publique » présentera ses conclusions sur le financement de l'audiovisuel public. L'intersyndicale dénonce le « non-respect des engagements » du président Nicolas Sarkozy sur la compensation du manque à gagner sur la recette publicitaire, après la décision présidentielle de supprimer la publicité sur les chaînes publiques. Selon l'intersyndicale, la compensation promise « à l'euro près » pour 2008, que la commission évalue à 150 millions d'euros, n'a pas été versée « à ce jour ». Selon l'intersyndicale, cet arrêt de travail permettra à tous les salariés de France Télévisions de suivre en direct la conférence de presse annoncée ce jour-là par la commission ou d'y assister.



Sanofi-Aventis

Suppression de 400 à 600 postes de visiteurs médicaux

Selon les syndicats CGT, Unsa et FO, le groupe pharmaceutique français Sanofi-Aventis entend supprimer 400 à 600 postes de visiteurs médicaux en France d'ici fin 2008-début 2009. Ces suppressions pourront se faire par des départs volontaires dans le cadre d'un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) signé récemment par 8 des 9 syndicats (hors CGT), et si nécessaire par un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE ou plan social)



en fin d'année ou début 2009. Sanofi-Aventis avait déjà annoncé en octobre 2006 une « réorganisation de sa filiale commerciale », entraînant la suppression de 504 postes et qui « devrait se poursuivre ». Les effectifs de la filiale commerciale de Sanofi ont d'après la CGT déjà reculé de 30 % en quatre ans, atteignant quelque 3 800 salariés aujourd'hui, dont 2 200 visiteurs médicaux, le reste étant réparti entre les salariés du siège et les responsables de secteurs.

Groupe Caisses d'Épargne

3 500 postes supprimés d'ici 2012

Le directeur général du groupe Caisses d'Épargne a confirmé dans un entretien à *Aujourd'hui en France-Le Parisien*, mercredi, la suppression de 3 500 emplois d'ici à 2012. « Mille autres emplois pourraient également être supprimés dans certaines activités commerciales », a précisé Nicolas Mérimondol, ajoutant que « tout dépendra de l'évolution du marché et de l'activité économique ».



Urgences hospitalières

Préparation insuffisante du risque de canicule

L'Association des médecins urgentistes de France, dont le président, Patrick Pelloux, avait donné l'alerte lors de la canicule de 2003 a jugé mardi que les pouvoirs publics ne préparaient pas suffisamment les hôpitaux à une éventuelle canicule cet été. « En 2006, nous avons pu faire face à la canicule parce qu'on avait anticipé, mais cette année, il n'y a aucune préparation à un éventuel afflux de patients », a dénoncé Patrick Pelloux, lors



d'une conférence de presse. Il dit n'avoir reçu aucun chiffre officiel sur les prévisions de fermetures de lits, déplorant que le ministère de la Santé ne fasse pas son « travail d'anticipation ». Les fermetures vont être « encore plus importantes que les autres années à cause de la mise en place de la tarification à l'activité dans les hôpitaux, qui les compressent financièrement », a-t-il prévenu, ajoutant que « l'état financier » empêchait aussi les recrutements de personnels nécessaires.

Étudiants en travail social

Par milliers à Paris pour défendre leurs stages

Quelque 5 000 étudiants en travail social, venus de toute la France, ont défilé mardi à Paris pour demander des garanties sur le financement de leurs stages et défendre leurs formations par alternance qu'ils estiment menacées. Les fédérations CGT Santé Action-sociale, Services publics et l'Ugict-CGT soutiennent cette mobilisation. Depuis un décret du 31 janvier 2008, une gratification de 398 euros mensuels doit être versée par les employeurs aux stagiaires qu'ils accueillent à temps plein pour une durée de plus de trois mois (hors fonction publique), mais nombre d'associations à petits budgets ont « gelé » des stages promis à ces étudiants faute de moyens pour les rémunérer. Pour les 3 organisations de la CGT, « il est impensable que le boycott des stages, organisé par les employeurs, pénalise les étudiants en travail social qui doivent valider leur parcours de formation et pour certains passer leur diplôme en juin... » Elles exigent avec les étudiants le paiement de la gratification sans découpage des stages dans le but de les faire passer sous la barre des 3 mois (durée à partir de laquelle le décret du 31 janvier s'applique).



Fusion GDF-Suez

La CGT veut « une négociation sur les garanties sociales »

La CGT de Gaz de France a demandé vendredi au PDG du groupe l'« ouverture immédiate d'une négociation sur les garanties collectives et individuelles des salariés », notamment sur l'emploi, dans l'éventualité de la fusion avec Suez. La procédure d'information-consultation, en cours au comité central



d'entreprise (CCE) de Gaz de France sur le projet de fusion avec Suez, « est toujours marquée par l'absence de réelle visibilité sur le devenir des salariés », juge la Fédération Mine-Énergie de la CGT, dans une lettre adressée à Jean-François Cirelli, PDG de Gaz de France.

Sondage

78 % des Français pensent que mai 68 a apporté le progrès social

C'est ce qui ressort d'un sondage CSA pour *La Nouvelle Vie Ouvrière*, (hebdomadaire de la CGT) et *l'Humanité*. Ils jugent que « mai 68 a fait avancer les choses plutôt dans le bon sens » concernant l'égalité hommes-femmes (à 86 %), la protection sociale (à 78 %), le droit syndical (à 74 %). Un mouvement social de l'ampleur de celui de mai 68 pourrait se reproduire aujourd'hui dans le pays, estiment 62 % des Français. Par ailleurs, ils sont 41 % à souhaiter qu'un mouvement social de la même ampleur se reproduise aujourd'hui, contre 57 % à ne pas le souhaiter.



Représentativité

Le gouvernement reprend la position commune CGT-CFDT-Patronat

Le gouvernement a annoncé vendredi qu'il reprenait à son compte « l'esprit et la lettre » de la « position commune » CGT-CFDT-Medef-CGPME réformant les règles de représentativité et de financement des syndicats et qu'il la transcrirait dans un projet de loi présenté avant la fin de la session parlementaire. La position commune prévoit notamment qu'un syndicat, pour être reconnu représentatif, doit rassem-



bler au moins 10 % des voix aux élections professionnelles dans les entreprises. L'élaboration du projet de loi débutera la semaine prochaine avec des réunions techniques bilatérales, d'abord avec les signataires, puis avec les non-signataires. Le financement et la transparence des comptes des organisations syndicales et patronales, dont le principe est posé dans la position commune, seront notamment discutés.

Rencontres d'Options

« Construire un mode de management alternatif »

C'est le 10 juin prochain de 9h à 16 h 30 (Bourse du Travail, 29 boulevard du Temple à Paris 3^e) que l'Ugict-CGT et son journal, tiendront les « Rencontres d'Options » consacrées aux



questions soulevées par les modes management actuels. Deux tables rondes seront consacrées aux aspects de « la santé au travail » et à « l'évaluation au cœur du management ».

CGT Rhône-Alpes

Assises sur « Recherche, Innovation, Territoires : pour des politiques industrielles ambitieuses »

Le Comité Régional CGT Rhône-Alpes organise ces assises les 12 et 13 juin 2008 au MINATEC de Grenoble (Maison des Micro et Nanotechnologies). Elles permettront le débat entre syndicalistes, représentants institutionnels, élus politiques, représentants des structures universitaires et laboratoires de recherche. L'Ugict-CGT, les différents Comités Régionaux CGT ainsi que les Fédérations CGT particulièrement sensibles à ces enjeux participeront aux journées de Grenoble. S'y dérouleront deux ateliers « territoire » sur les thèmes :

- le rôle de la formation, des qualifications ; des droits nouveaux pour les salariés, éléments indispensables du développement de l'emploi et du territoire ;
- concurrence-compétitivité entre territoire à l'échelle européenne. Quelles alternatives construire dans une démarche de coopération et d'émulation ?

Deux autres ateliers « recherche » aborderont les problématiques suivantes :

- recherche-innovation-place de l'industrie-crédation d'emplois et d'activités nouvelles pour le développement durable ;
- le rôle du service public et des entreprises dans la mise en oeuvre d'une politique nationale et européenne de la recherche scientifique.

